



RAPPORT DE CONSULTATION TECHNIQUE

Diagnostic sécurité phase initiale

AMPHITHEATRE - DIAGNOSTIC SECURITE INCENDIE POUR PASSAGE EN ERP 5EME - NANTES



N° D'AFFAIRE : C24219738
N° CHRONO : 2
ANNULE ET REMPLACE LE
RAPPORT N° 1 DU 18/03/2025

CE RAPPORT A ETE VALIDE LE
23/06/2025 PAR

Murielle GOUJON

RUE DE L ILE D YEU
44311 NANTES

SOMMAIRE

1. OBJECTIFS	3
2. IDENTIFICATION DES BATIMENTS, OUVRAGES ET EQUIPEMENTS CONCERNES	3
3. MISSIONS CONFIEES	4
4. REFERENTIELS DE LA CONSULTATION TECHNIQUE	4
5. DEROULEMENT DE LA PRESTATION	5
6. CONSTATS ET OBSERVATIONS DE LA PHASE INITIALE	6
7. CONCLUSION	14
8. SUITE A DONNER	14

Ce rapport annule et remplace le rapport
N°1 du 18/03/2025

1 OBJECTIFS

Objectifs principaux du donneur d'ordre:

- Assurer la sécurité des personnes dans un bâtiment,
- Assurer l'accessibilité d'un bâtiment aux personnes handicapées,
- Modifier la destination des locaux,
- Acquérir un immeuble en connaissance de cause,
- Assurer la continuité et l'évolution de l'exploitation,
- Réussir une réhabilitation d'immeuble,
- Préserver la valeur d'un patrimoine

2 IDENTIFICATION DES BATIMENTS, OUVRAGES ET EQUIPEMENTS CONCERNES

2.1 Donneur d'ordre

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE POUR L EXPLOITATION DE LA MER

1625 RTE DE SAINTE ANNE
POUR L EXPLOITATION DE LA MER
29280 PLOUZANE

2.2 Adresse des ouvrages

RUE DE L ILE D YEU
44311 NANTES

2.3 DESCRIPTION DES OUVRAGES ET ELEMENTS



Seuls l'amphithéâtre et la salle attenante sont concernés par le diagnostic.

3 MISSIONS CONFIEES

Les missions objet de notre contrat de consultation technique sont les suivantes:

DSei

Sont exclus de la prestation :

- La vérification, au regard de la réglementation des ICPE (code de l'environnement livre V Titre I et décrets d'application), des installations classées qui sont incluses dans les établissements recevant du public, à l'exception des installations classées citées dans le règlement de sécurité ERP, les isollements et les intercommunications ;
- La sécurité des personnes pendant toute la durée du chantier ;
- La protection des travailleurs et du public contre les dangers des rayonnements ionisants.

Ascenseurs : la mission ne comporte pas les contrôles réalisés dans le cadre de l'évaluation de conformité en application des articles R134-16 à R134-34 du CCH, ni la vérification de conformité de l'installation existante aux exigences de mise en sécurité des ascenseurs en application des articles R134-1 à R134-5.

4 REFERENTIELS DE LA CONSULTATION TECHNIQUE

Date prise en considération pour l'application des textes réglementaires : 28/11/2024

4.1 Liste des référentiels

Les textes de référence utilisés pour l'exécution de la mission sont :

- Les textes législatifs et réglementaires applicables,
- les normes,
- les DTU,
- les avis techniques,
- les règles de l'art.

4.2 Conditions d'exploitation des ouvrages**5 DEROULEMENT DE LA PRESTATION****5.1 Intervention**

Période d'intervention

Visite sur site le 04/03/2025

Accompagnateur :

Caroline DIXNEUF

5.2 Ouvrages ou Locaux non visités

sans objet

6 CONSTATS ET OBSERVATIONS DE LA PHASE INITIALE

6.1 Codifications de nos avis

Ceux-ci sont exprimés sous la forme suivante :

Avis Conforme (C) :

les avis Conforme sont délivrés lorsque la partie d'ouvrage ou l'élément concerné est conforme aux dispositions du référentiel défini précédemment..

Avis Suspendus (S) :

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés sont insuffisantes pour nous permettre de nous prononcer (manque de précisions, ambiguïté, absence de document,...). Il deviendra automatiquement défavorable si les précisions demandées et reconnues satisfaisantes ne sont pas fournies dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux.

NonVérifié (NV)

Elément qui n'a pas pu être vérifié

Avis Non Conforme (NC)

les avis Non Conforme sont délivrés lors du constat d'écarts entre les exigences du référentiel défini précédemment et la partie d'ouvrage ou l'élément concerné.

Hors Mission (HM)

Elément ne faisant pas partie des marchés de travaux nous étant communiqués ou hors du cadre de notre mission.

Sans Objet (SO)




Elément Sans Objet dans le cadre du projet

Pour Mémoire (PM)

Exigence réglementaire pour mémoire

6.2 Avis sur exigences réglementaires - Diagnostic sécurité incendie dans les ERP

EXIGENCES/LOCALISATION/AVIS		PHOTO(S)
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ETABLISSEMENTS DE 5e CATEGORIE Art. PE		
DISPOSITIONS GENERALES (PE1 à 4)		
Objet - Textes applicables (PE1)		
N°E10 - 1	Notre diagnostic consiste à identifier les dispositions réglementaires à prévoir pour l'isolement par rapport aux tiers de l'amphithéâtre et de la salle de réunion attenante en ERP de 5ème catégorie.	PM
Établissements assujettis (PE2)		
N°E14 - 1	ERP de type L pour la salle de réunion et l'amphithéâtre	PM
Calcul de l'effectif (PE3)		
N°E13 - 2	<p>Article L3 : Pour l'amphithéâtre le nombre de personnes est actuellement de 180 personnes assises et de 38 personnes pour la salle de réunion = 218 personnes au total. Il conviendra de limiter l'effectif cumulé du public à moins de 200 personnes dont moins de 100 personnes au sous-sol (amphithéâtre) pour rester en 5ème catégorie.</p> <p>Nota : Dans notre diagnostic, la salle de réunion est considérée non enfoui de part la création d'un deuxième dégagement de plain-pied. L'amphithéâtre est considéré comme en sous-sol car il remplit la condition suivante : "le plancher bas est à plus de 1 mètre en contrebas du niveau moyen des seuils des issues sur l'extérieur de ce local ou niveau"</p> <p>Cette remarque est valable uniquement dans le cas d'accueil du public, hors accueil du personnel de l'IFREMER dont l'effectif n'est pas limité par cette exigence.</p>	NC
Vérifications techniques (PE4)		


EXIGENCES/LOCALISATION/AVIS		PHOTO(S)
N°E11 - 1	<p>Pour mémoire :</p> <p>§ 1. Les systèmes de détection automatique d'incendie, les installations de désenfumage et les installations électriques dans les établissements avec locaux à sommeil doivent être vérifiés à la construction (Arrêté du 8 novembre 2004) « et avant l'ouverture » par des personnes ou des organismes agréés. De plus, un contrat annuel d'entretien des systèmes de détection automatique d'incendie doit être souscrit par l'exploitant.</p> <p>§ 2. En cours d'exploitation, l'exploitant doit procéder, ou faire procéder, par des techniciens compétents, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de son établissement (chauffage, éclairage, installations électriques, appareils de cuisson, (Arrêté du 10 octobre 2005) « circuits d'extraction de l'air vicié, des buées et des graisses des grandes cuisines, des offices de remise en température et des îlots », ascenseurs, moyens de secours, etc.)</p> <p>§ 3. l'exploitant peut être mis en demeure, après avis de la commission de sécurité, de faire procéder à des vérifications techniques par des personnes ou des organismes agréés lorsque des non conformités graves ont été constatées en cours d'exploitation.</p> <p>Les derniers rapports de vérification des installations (désenfumage, électricité, ventilation) nous ont été transmis. La levée des non-conformités doit être suivie.</p>	<div>PM</div> 
CONSTRUCTION, DEGAGEMENTS, GAINES (PE5 à 12)		
Structures, patios et puits de lumière (PE5)		
N°E15 - 1	Plancher bas du niveau le plus haut est inférieur à 8 mètres	<div>SO</div> 
Isolement - Parc de stationnement (PE6)		
N°E16 - 1	Nous avons constaté l'absence d'isolement au feu dans la partie haute du SAS à l'arrière de la scène. Si le SAS assure l'isolement par rapport au tiers il conviendra de restituer l'isolement.	<div>S</div> 
Isolement - Parc de stationnement (PE6)		

EXIGENCES/LOCALISATION/AVIS		PHOTO(S)
N°E16 - 2	<p>- Isolement par rapport au tiers :</p> <p>La résistance au feu entre l'ERP et les autres bâtiments de l'IFREMER doit être justifiée (CF 1h exigé).</p> <p>La résistance au feu des portes d'intercommunication entre l'ERP et les autres bâtiments de l'IFREMER doit être justifiée (CF 1/2h avec ferme-porte exigé).</p> <p>La façade non aveugle d'un bâtiment de l'IFREMER domine la couverture de l'ERP. La toiture de l'ERP n'est pas réalisée en éléments de construction pare-flamme de degré 1/2 heure sur une distance de 2 mètres mesurée horizontalement à partir de cette façade (présence de skydome).</p>	NC
Accès des secours (PE7)		C
Enfouissement (PE8)		PM
N°E18 - 2	<p>Voir remarque E13 :</p> <p>La salle de réunion est considérée non enfoui de part la création d'un deuxième dégagement de plain-pied.</p> <p>L'amphithéâtre est considéré comme en sous-sol car il remplit la condition suivante : "le plancher bas est à plus de 1 mètre en contrebas du niveau moyen des seuils des issues sur l'extérieur de ce local ou niveau"</p>	
Locaux présentant des risques particuliers (PE9)		NC
N°E22 - 1	<p>L'isolement au feu dans les locaux techniques est à restituer (calfeutrement des ouvertures donnant sur l'amphithéâtre à prévoir).</p>	
Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures (PE10-A)		SO
Installations de gaz combustibles (PE10-B)		SO
Dégagements (PE11)		

EXIGENCES/LOCALISATION/AVIS		PHOTO(S)
N°E23 - 1	<ul style="list-style-type: none"> - La porte coulissante de la salle de réunion 5 ne doit pas être fermée en présence de public. - La porte d'intercommunication avec le tiers à l'arrière de la scène est une issue de secours. L'exploitant doit justifier d'un accord contractuel avec le tiers concerné, sous forme d'acte authentique. 	NC
Dégagements (PE11)		
N°E23 - 2	Nous n'avons pas pu vérifier l'alignement des nez de marche qui ne doit pas dépasser 35°.	S
Conduits et gaines (PE12)		
		SO
AMENAGEMENTS INTERIEURS (PE13)		
Comportement au feu des matériaux (PE13)		
		SO
DESENFUMAGE (PE14)		
Dispositions applicables (PE14 §1)		
N°E26 - 1	<p>La surface de l'amphithéâtre est de 265.10 m2 par conséquent il est exigé 1.32 m2 minimum d'évacuation de fumées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 10 exutoires de désenfumage sont présents dans ce local (à noter qu'il faudra en supprimer 4 pour l'isolement par rapport au tiers par rapport à la façade). Il conviendra de s'assurer que la règle des 4H est respectée. - L'amenée d'air peut être réalisée par la porte qui donne sur le hall qui peut être largement ventilé. Il faudra s'assurer que la surface libre totale de celle-ci est au moins égale à la surface géométrique des évacuations de fumées de ce local. <p>Nota : Compte tenu de l'absence d'exutoire de désenfumage au dessus de la scène, nous avons pris comme hypothèse que les aménagements de celle-ci ne représentent pas un potentiel fumigène important.</p>	NC
Dispositif d'ouverture manoeuvrable depuis le plancher du local (PE14 §2)		
		C
Désenfumage mécanique (PE14§3)		

EXIGENCES/LOCALISATION/AVIS		PHOTO(S)
	SO	
Mise en suppression des escaliers encoisonnés (§4)		
	SO	
INSTALLATIONS D'APPAREILS DE CUISSON DESTINES A LA RESTAURATION (PE15 à 19)		
	SO	
CHAUFFAGE, VENTILATION (PE20 à 23)		
	SO	
Généralités (PE20)		
N°E36 - 1 Les installations de CVC de l'amphithéâtre devront être dissociées de celles des bâtiments tiers.	NC	
INSTALLATIONS ELECTRIQUES (PE24)		
Installations électriques, éclairage (PE24)		
N°E33 - 1 Les installations électriques de l'amphithéâtre devront être dissociées de celles des bâtiments tiers.	NC	
ASCENSEURS, ESCALIERS MÉCANIQUES ET TROTTOIRS ROULANTS (PE25)		
	SO	
MOYENS DE SECOURS (PE26 à 27)		
Alarme, alerte, consignes (PE27)		
N°E35 - 1 Le dispositif SSI de l'amphithéâtre devra être dissocié de celui des bâtiments tiers. Bien que l'ERP ne soit pas du 1er groupe, nous recommandons que : - dans la mesure où l'établissement est équipé d'une sonorisation, l'alarme générale soit interrompue par diffusion d'un message préenregistré prescrivant en clair l'ordre d'évacuation et de l'arrêt du programme en cours afin que le message d'évacuation soit audible. - dans la mesure où le local peut être plongé dans l'obscurité pour des raisons d'exploitation, le fonctionnement de l'alarme générale soit précédé de la mise en fonctionnement de l'éclairage normal.	NC	

EXIGENCES/LOCALISATION/AVIS		PHOTO(S)
AMENAGEMENTS INTERIEURS, AGENCEMENT PRINCIPAL ET MOBILIER Art. AM		
PRODUITS ET MATERIAUX DE PAROIS (AM2 à 8)		
	NC	
Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux (AM4)		
N°E39 - 1 Tous les locaux et dégagements accessibles au public : les parois verticales et les dégagements non protégés et des locaux devront être classés C-S3, d0 ou en catégorie M2. A confirmer	S	
Plafonds des dégagements non protégés et des locaux (AM5)		
N°E40 - 1 Tous les locaux et dégagements accessibles au public: les plafonds et les dégagements non protégés des locaux devront être classés B-S3, d0 ou en catégorie M1. A confirmer	S	
Sols des dégagements non protégés et des locaux (AM7)		
N°E41 - 1 Tous les locaux et dégagements accessibles au public: les sols des dégagements non protégés et des locaux devront être classés DFL-s2 ou en catégorie M4. A confirmer	S	
ELEMENTS DE DECORATION (AM9 à 10)		
	SO	
TENTURES, PORTIERES, RIDEAUX ET VOILAGES (AM11 à 14)		
Rideaux de scènes et d'estrades (AM13)		
N°E38 - 1 Le rideau a été remplacé récemment. Classement M1 à justifier.	S	
GROS MOBILIER, AGENCEMENT PRINCIPAL, AMENAGEMENT DE PLANCHERS LEGERS EN SUPERSTRUCTURE (AM15 à 20)		
Rangées de sièges (AM18)		

EXIGENCES/LOCALISATION/AVIS	PHOTO(S)
<p>N°E44 - 1</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les matériaux constituant les sièges non rembourrés et les structures des sièges rembourrés doivent être de catégorie M3. - Les sièges rembourrés doivent satisfaire aux deux critères définis dans l'instruction technique relative au comportement au feu des sièges rembourrés. - L'enveloppe recouvrant le rembourrage doit toujours être maintenue bien close et en bon état. Son entretien doit être effectué suivant les prescriptions d'une fiche technique fournie à l'exploitant par le fabricant. Son remplacement ne doit pas affecter le comportement au feu du siège. <p>Ces dispositions ne sont pas respectées pour les sièges de l'amphithéâtre.</p>	<p>NC</p> 

7 CONCLUSION

La réalisation de la mission n'appelle pas de conclusion particulière

8 SUITE A DONNER

Les avis émis dans le cadre de cette mission ne peuvent être considérés comme une expertise au sens juridique du terme, ni utilisés comme point de départ de toute action contentieuse, ni directement employés pour la consultation d'entreprises en vue d'éventuels travaux, sauf à être joints à titre d'information en annexe du document principal élaboré par un concepteur.